

3. Voor pH correctie en/of mineralisatie :

Reagens	Formule	Maximum toe te passen dosering (g/m ³)
Natronloog	NaOH	100
Natriumcarbonaat	Na ₂ CO ₃	200
Natriumwaterstofcarbonaat	NaHCO ₃	200
Natriumchloride	NaCl	130
Ongebluste kalk	CaO	200
Gebluste kalk	Ca(OH) ₂	200
Calciumcarbonaat	CaCO ₃	300
Calciumchloride	CaCl ₂	120
Calciumsulfaat	CaSO ₄	140
Magnesiumcalciumoxydecarbonaat	CaCO ₃ MgO	300
Magnesiumoxyde		
Magnesiumcarbonaat	MgCO ₃	175
Koolstofdioxide	CO ₂	50
Waterstofchloride (zoutzuur)	HCl	25
Waterstofsulfaat (zwavelzuur)	H ₂ SO ₄	30

4. Dit besluit is niet toepasselijk op technische hulpstukken die als filtermassa gebruikt worden.

5. Allerlei :

Reagens	Formule	Maximum toe te passen dosering (g/m ³)
Natriumsilicaat	SiO ₂	10
Natriumhexametafosfaat	P ₂ O ₅	5
Natrium, kalium of calciumzouten van mono- of polyfosforzuur	P ₂ O ₅	5

Namen, 20 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie,
de KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

F 90 — 422

19 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif
au niveau de puissance acoustique admissible des grues à tour

L'Exécutif,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er};

Vu la directive (84/534/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 17 septembre 1984 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au niveau de puissance acoustique admissible des grues à tour, modifiée par la directive (87/405/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 25 juin 1987;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier, modifié par l'arrêté royal du 13 février 1985 et par l'arrêté royal du 14 mai 1987;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des grues à tour;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat n° 29.694 du 25 mars 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique au niveau de puissance acoustique des bruits aériens émis dans l'environnement et au niveau de pression acoustique des bruits aériens émis au poste de conduite admissibles pour les grues à tour qui servent à effectuer des travaux sur des chantiers de génie civil et de bâtiment.

Par dérogation à l'article 1^{er}, § 3 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier ci-après dénommé « arrêté-cadre », le présent arrêté est à considérer comme un arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3 dudit arrêté-cadre.

Art. 2. Au sens du présent arrêté on entend par « grue à tour » un appareil de levage automoteur (actionné par un moteur) qui est :

- composé en service d'une tour verticale équipée d'une flèche à la partie supérieure;
- équipé de moyens de levage et de descente de charges suspendues et d'un dispositif de déplacement horizontal de ces charges par variation de portée des charges levées et/ou par orientation et/ou translation de tout l'appareil;
- conçu de manière à pouvoir être évacué lorsque la travail pour lequel il a été installé est achevé.

Art. 3. Les organismes agréés délivrent l'attestation d'examen « CEE » de type :

- à tout type de grue à tour dont le niveau de puissance acoustique des bruits aériens émis dans l'environnement, mesuré dans les conditions prévues à l'annexe I de l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier, comme modifiée par l'annexe I de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des grues à tour, n'excède pas les niveaux de puissance acoustique admissibles indiqués dans le tableau suivant :

	Niveau de puissance acoustique admissible dB(A)/1 pW à partir	
	de l'entrée en vigueur du présent arrêté	du 25 septembre 1989
Mécanisme de levage	102	100
Générateur d'énergie	Valeur prévues dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989 relatif au niveau de puissance acoustique des groupes électrogènes de puissance selon la puissance des générateurs	
Ensemble comprenant le mécanisme de levage et le générateur d'énergie	Valeurs les plus élevées des deux composants	

- à tout type de grue à tour équipé d'un poste de conduite, fixé à la structure de la grue à tour, dont le niveau de pression acoustique en dB, pondéré A, des bruits aériens, mesuré au poste de conduite selon les conditions énoncées dans l'annexe II de l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier, complétée par l'annexe I du présent arrêté, n'excède pas le niveau admissible indiqué dans le tableau suivant :

Niveau de pression acoustique admissible, pondéré A, en dB/20 µPa au poste de conduite à partir	
de l'entrée en vigueur du présent arrêté	du 25 septembre 1989
85	80

Toute demande d'attestation d'examen CEE de type de grue à tour, quant au niveau de puissance acoustique admissible, doit être accompagnée d'une fiche de renseignements dont le modèle figure à l'annexe II.

Pour tout type de grue à tour qu'il atteste, l'organisme agréé remplit toutes les rubriques de l'attestation d'examen CEE de type dont le modèle figure à l'annexe II de l'arrêté-cadre.

La durée de validité des attestations d'examen CEE type est limitée à cinq ans. Elle peut être prolongée de cinq ans si la demande en est faite dans les douze mois qui précèdent l'expiration de la première période de cinq ans.

Toutefois, les attestations d'examen CEE de type délivrées avant le 25 septembre 1989 cessent d'être valables à cette date, à moins qu'elles n'aient été délivrées pour des grues à tour satisfaisant au niveau limite en vigueur à cette même date.

Par dérogation à l'article 18, deuxième alinéa de l'arrêté-cadre, une grue à tour munie d'un certificat de conformité établi sur base d'une attestation d'examen CEE de type relative aux valeurs de la première période ne peut plus bénéficier des avantages prévus à cet article à dater du 26 mars 1990, le délai de validité devant être indiqué sur les certificats de conformité concernés.

Pour chaque grue à tour construite conformément au type attesté par un examen CEE de type, le constructeur complète le certificat de conformité dont le modèle figure à l'annexe IV de l'arrêté-cadre dans les colonnes correspondant à l'attestation d'examen CEE de type.

Sur chaque grue à tour, construite conformément au type attesté par un examen CEE de type, doit figurer de façon apparente et durable une mention indiquant le niveau de puissance acoustique en dB(A) par rapport à 1 pW et, pour un type de grue à tour équipé d'un poste de conduite fixé à la structure de la grue à tour, le niveau de pression acoustique en dB(A) par rapport à 20 µPa, garantis par le fabricant et déterminés selon les conditions prévues par les annexes I et II de l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier, par l'annexe I de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des grues à tour et par l'annexe I du présent arrêté. La mention porte la maque ε (epsilon).

Le modèle de telles mentions figure à l'annexe III du présent arrêté.

Art. 4. Le contrôle de la conformité de la fabrication du type examiné, prévu à l'article 12 de l'arrêté-cadre, est effectué au moyen d'un contrôle par sondage.

Art. 5. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe I

METHODE DE MESURE DES BRUITS AERIENS
EMIS AUX POSTES DE CONDUITE PAR LES GRUES A TOUR

La présente méthode s'applique aux grues à tour, équipées d'un poste de conduite fixé à la structure de la grue à tour.

Ces procédures techniques sont conformes aux prescriptions données à l'annexe II de l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier et les dispositions de ladite annexe sont applicables aux grues à tour avec les modifications et ajouts suivants :

6. Opérateur

Un opérateur doit être présent au poste de conduite.

6.2.1. Opérateur en position debout

Si le poste de conduite n'est pas pourvu d'un siège, les mesures sont effectuées avec l'opérateur en position debout.

6.2.2. Opérateur en position assise

Si le poste de conduite est pourvu d'un siège, les mesures sont effectuées avec l'opérateur en position assise.

Note :

La position de l'opérateur, debout ou assis, doit être indiquée dans le rapport d'essai.

7.1. Généralités

La position du microphone est celle spécifiée en 7.3.

9. Généralités

Les conditions d'installation et de fonctionnement de la grue à tour sont celles définies au point 6.2. de l'annexe I. Pour les grues à tour avec le mécanisme de levage situé sur la contre-flèche, les mesures sont à effectuer dans cette configuration.

9.2. Fonctionnement de la machine munie de dispositifs réglables (par exemple : fenêtres qui peuvent être ouvertes)

Aucun dispositif réglable visé au point 9.2.1, à l'exception de ceux visés au point 9.2.2, n'est à prendre en considération.

10.2.2. En utilisant les niveaux de pression acoustique pondérés A, LpA. Le présent point n'est pas pris en considération.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe II

—
**MODELE DE FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UN TYPE DE GRUE A TOUR,
 A FOURNIR EN VUE DE SON EXAMEN CEE DE TYPE**

1. Généralités.

- 1.1. Nom et adresse du constructeur
- 1.2. Nom et adresse du mandataire éventuel du constructeur
- 1.3. Marque (raison sociale)
- 1.4. Dénomination (spécifier éventuellement les variantes)
- 1.5. Type
- 1.6. Catégorie
- 1.7. Emplacement et mode d'apposition des plaques et inscriptions réglementaires

2. Fonctionnement.3. Mode d'emploi.

4. Joindre la notice descriptive commerciale, si elle existe.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E,

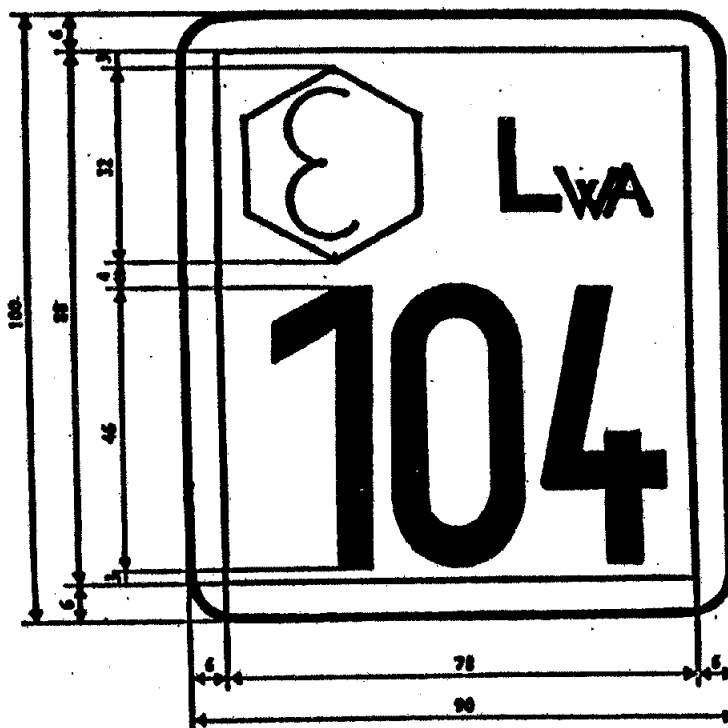
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

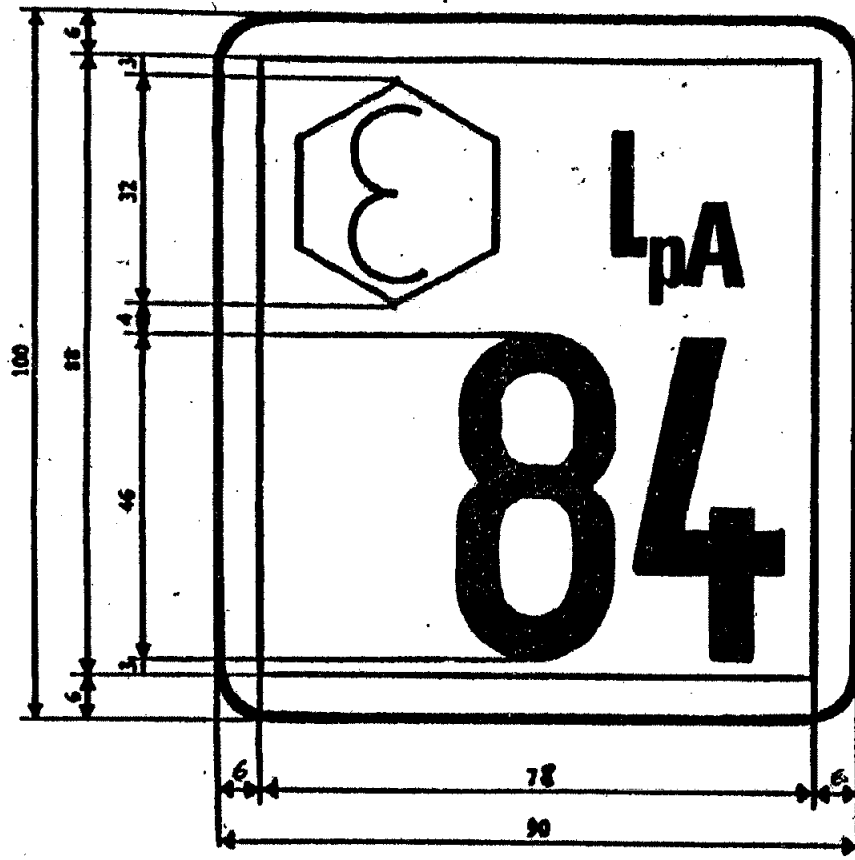
G. LUTGEN

Annexe III

—
MODELE DE LA MENTION INDIQUANT LE NIVEAU DE PUISSANCE ACOUSTIQUE



MODELE DE LA MENTION INDICANT LE NIVEAU DE PRESSION ACOUSTIQUE
AU POSTE DE CONDUITE



Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D 90 — 422

**19. SEPTEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über den zulässigen Schalleistungspegel von Turmdrehkränen**

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund der Richtlinie (84/534/EWG) des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 17. September 1984 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über den zulässigen Schalleistungspegel von Turmdrehkränen, abgeändert durch die Richtlinie (87/405/EWG) des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Juni 1987;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Februar 1985 und durch den Königlichen Erlaß vom 14. Mai 1987;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 über den zulässigen Schalleistungspegel von Turmdrehkränen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Beschlusses der Verwaltungsabteilung des Staatsrates Nr. 29.694 vom 25. März 1988;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Exekutive :

Artikel 1. Dieser Erlaß gilt für den zulässigen Schalleistungspegel der an die Umwelt abgegebenen Luftschallemissionen von Turmdrehkränen, die auf Baustellen der Bauindustrie und des Baugewerbes eingesetzt werden, und für den zulässigen Schalldruckpegel der Luftschallemissionen am Bedienungsstand dieser Kräne.

In Abweichung von Artikel 1, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen, nachstehend « Rahmenerlaß » genannt, gilt der vorliegende Erlaß als Einzelerlaß der Exekutive im Sinne von Artikel 3 des besagten Rahmenerlasses.

Art. 2. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter « Turmdrehkran » ein kraftgetriebenes Hebezeug, das :

- im Betrieb aus einem senkrechten Turm mit einem Ausleger am oberen Teil besteht
- mit einer Einrichtung zum Heben und Senken angehängter Lasten und zum horizontalen Verfahren dieser Lasten mittels Änderung der Ausladung und/oder durch Drehen und/oder Verfahren des gesamten Hebezeugs ausgestattet ist
- so ausgelegt ist, daß es nach Fertigstellung der Arbeit, für die es aufgestellt wurde, abtransportiert werden kann.

Art. 3. Die zugelassenen Stellen erteilen die EWG-Baumusterprüfbescheinigung :

— für jeden Turmdrehkrantyp, bei dem der Schalleistungspegel der an die Umwelt abgegebenen Luftschallemissionen, gemessen entsprechend Anlage I zum Königlichen Erlaß vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des Allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen, so wie er durch Anlage I zum Königlichen Erlaß vom 1. Juli 1986 über den zulässigen Schalleistungspegel von Turmdrehkränen abgeändert worden ist, die in der nachstehenden Tabelle angegebenen zulässigen Werte nicht übersteigt :

	Zulässiger Schalleistungspegel in dB(A)/1 pW	
	ab Inkrafttreten des vorliegenden Erlasse	ab dem 25. September 1989
Hubwerk Kraftmaschine	102	100
Einheit von Hubwerk und Kraftmaschine	Werte, die im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 über den zulässigen Schalleistungspegel von Kraftstromerzeugern je nach Leistung des Stromerzeugers vorgesehen sind höchste Werte der beiden Bestandteile	

— für jeden Turmdrehkran, bei dem, sofern es sich um einen Turmdrehkran mit einem an einem Konstruktionsteil befestigten Bedienungsstand handelt, der in dB (A) ausgedrückte, gemäß Anlage II zum Königlichen Erlaß vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen, ergänzt durch Anlage I zum vorliegenden Erlaß, am Bedienungsstand gemessene Schalldruckpegel die in der nachstehenden Tabelle angegebenen zulässigen Werte nicht übersteigt :

Zulässiger, A-bewerteter Schalldruckpegel am Bedienungsstand, ausgedrückt in dB/20µ pA	
ab Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses	ab dem 25. September 1989
85	80

Jedem Antrag auf Ausstellung einer EWG-Baumusterprüfbescheinigung für einen Turmdrehkrantyp hinsichtlich des zulässigen Schalleistungspegels ist ein Beschreibungsbogen nach dem Muster in Anlage II beizufügen.

Die zugelassene Stelle füllt für jeden Turmdrehkrantyp, für den sie eine Bescheinigung ausstellt, alle Spalten der EWG-Baumusterprüfbescheinigung nach der Muster in Anlage III zum Rahmenerlaß aus.

Die Geltungsdauer der EWG-Baumusterprüfbescheinigung ist auf fünf Jahre begrenzt. Sie kann um weitere fünf Jahre verlängert werden sofern zwölf Monate vor Ablauf des ersten Zeitraums von fünf Jahren ein entsprechender Antrag gestellt wird.

Die EWG-Baumusterprüfbescheinigungen, die vor dem 25. September 1989 ausgestellt wurden, werden jedoch an diesem Datum ungültig, sofern sie nicht für einem Turmdrehkran ausgestellt wurden, bei dem der zu diesem Zeitpunkt geltende Grenzwert eingehalten ist.

In Abweichung von Artikel 18, Absatz 2 des Rahmenerlasses können für einen Turmdrehkran mit einer Übereinstimmungsbescheinigung, die anhand einer EWG-Baumusterbescheinigung über die Werte des ersten Geltungszeitraums ausgestellt wurde, ab dem 26. März 1990 die Vorteile dieses Artikels nicht mehr in Anspruch genommen werden; die Geltungsdauer ist auf der betreffenden Übereinstimmungsbescheinigung anzugeben.

Für jeden Turmdrehkran, dessen Bauart dem Typ entspricht, für den eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung erteilt wurde, füllt der Hersteller in einer Übereinstimmungsbescheinigung nach dem Muster in Anlage IV zum Rahmenerlaß die für die EWG-Baumusterprüfbescheinigung vorgesehenen Spalten aus.

Auf jedem Turmdrehkran, dessen Bauart dem Typ entspricht, für den eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung erteilt wurden, müssen die vom Hersteller garantierten, gemäß den Anlagen I und II zum Königlichen Erlaß vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen, der Anlage I zum Königlichen Erlaß vom 1. Juli 1988 über den zulässigen Schalleistungspegel von Turmdrehkränen und der Anlage I zum vorliegenden Erlaß, ermittelten Schalleistungspegel dB (A), bezogen auf 1 pW, und wenn der Turmdrehkran mit einem an einem Konstruktionsteil befestigten Bedienungsstand ausgerüstet ist, die entsprechenden Schalldruckpegel in dB (A), bezogen auf 209pA, sowie das Zeichen ϵ (Epsilon) gut sichtbar und dauerhaft angebracht sein.

Das Muster für diese Aufschriften ist in Anlage III zum vorliegenden Erlaß enthalten.

Art. 4. Die in Artikel 12 des Rahmenerlasses vorgesehene Kontrolle der Übereinstimmung der Produktion mit den geprüften Typ erfolgt durch Stichproben.

Art. 5. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, 19. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Forstwesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage I

VERFAHREN ZUR MESSUNG DES LUFTSCHALLS AM BEDIENUNGSSTAND VON TURMDREHKRÄNEN

Dieses Meßverfahren gilt für Turmdrehkräne, die mit einem Bedienungsstand versehen sind, der an einem Konstruktionsteil des Turmdrehkrans befestigt ist.

Diese technischen Verfahren entsprechen den Vorschriften in Anlage II zum Königlichen Erlaß vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen; die Bestimmungen der genannten Anlage finden mit nachfolgenden Änderungen und Zusätzen auf Turmdrehkräne Anwendung :

6. Bedienungsperson

Eine Bedienungsperson muß am Bedienungsstand anwesend sein.

6.2.1. Aufrechtstehendes Bedienungspersonal

Falls der Bedienungsstand nicht mit einem Sitz ausgestattet ist, sind die Messungen von der Bedienungsperson aufrechtstehend durchzuführen.

6.2.2. Sitzendes Bedienungspersonal

Sitzendes Bedienungspersonal

Falls ein Sitz am Bedienungsstand vorhanden ist, sind die Messungen von der Bedienungsperson sitzend durchzuführen.

Anmerkung :

Es ist im Meßbericht aufzuschreiben, ob die Bedienungsperson steht oder sitzt.

7.1. Allgemeines

Die Anbringungstelle für das Mikrophon ist unter Nr. 7.3. näher beschrieben.

9. Allgemeines

Die Einrichtungs- und Betriebsbedingungen des Turmdrehkrans sind unter Nr. 6.2. der Anlage I festgelegt. Für Turmdrehkräne mit Hubwerk auf dem Gegenausleger sind die Messungen in dieser Einrichtung durchzuführen.

9.2. Betriebsbedingungen eines Turmdrehkrans mit verstellbaren Einrichtungen (z.B. Fenster usw.)

Mit Ausnahme der unter Nr. 9.2.2. genannten Einrichtungen werden verstellbare Einrichtungen nach Nr. 9.2.1. nicht in Betracht gezogen.

10.2.2. Bei Verwendung eines A-bewerteten Schalldruckpegels LpA wird diese Nummer nicht in Betracht gezogen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Forstwesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage II

MUSTER DES BAUART-BESCHREIBUNGSBOGENS FÜR TURMDREHKRÄNE
FÜR DIE EWG-BAUMUSTERPRÜFUNG1. Allgemeines

- 1.1. Firma und Anschrift des Herstellers
- 1.2. Gegebenenfalls Name und Anschrift des Beauftragten des Herstellers
- 1.3. Marke (Firmenzeichen)
- 1.4. Handelsbezeichnung (eventuell Varianten spezifizieren)
- 1.5. Typ
- 1.6. Art
- 1.7. Anbringungsstelle und -art der vorgeschriebenen Kennzeichnung

2. Betriebsangaben.3. Bedienungsanleitung.

4. Sofern vorhanden, Anleitungsmerkblatt beifügen.

(*) Unzutreffendes streichen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigefügt zu werden.
Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

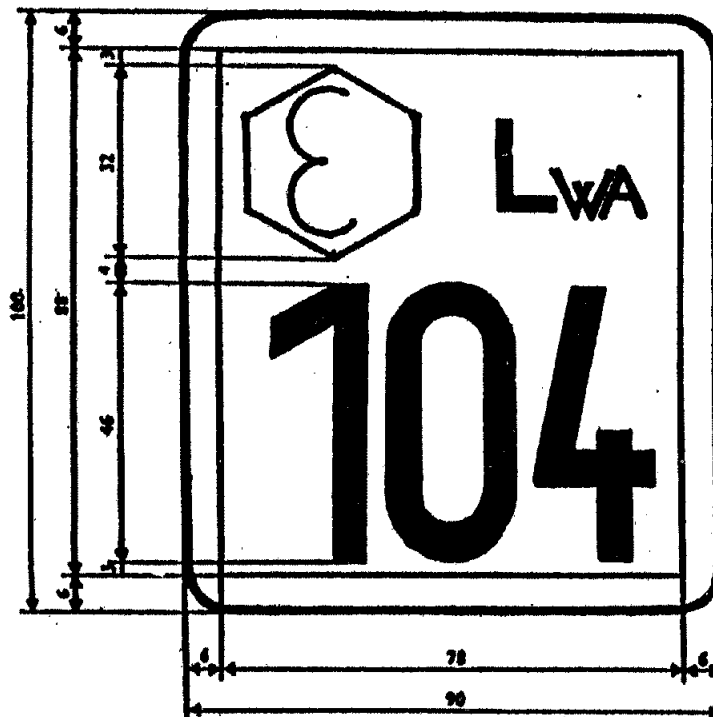
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Forstwesens für die Wallonische Region,

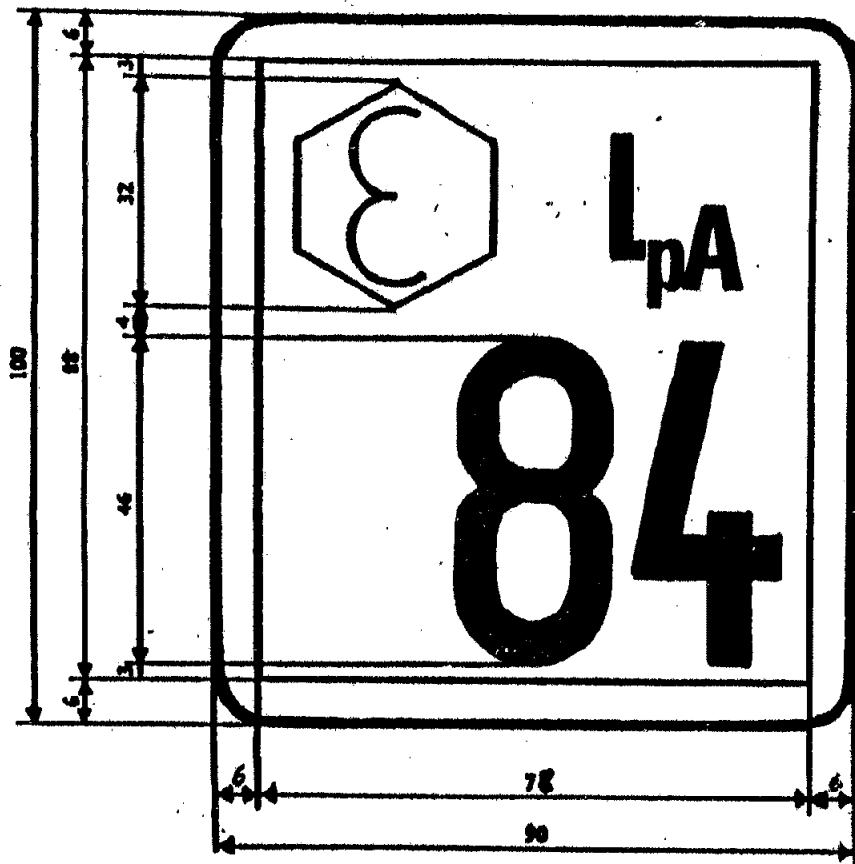
G. LUTGEN

Anlage III

MUSTER FÜR DIE AUFCHRIFT ZUR ANGABE DES SCHALLEISTUNGSPEGELS



MUSTER FÜR DIE AUFSCHRIFT ZUR ANGABE DES SCHALLEISTUNGSPEGELS AM BETRIEBSSTAND



Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Forstwesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

N 90 — 422

19 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van torenkranen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de richtlijn (84/534/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 september 1984 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het toelaatbare geluidsvermogensniveau van torenkranen, gewijzigd bij de richtlijn (85/405/EEG) van de Raad van Europese Gemeenschappen van 25 juni 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouwmachines en bouw materieel wordt uitgestraald, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 13 februari 1985 en 14 mei 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende gemeenschappelijke bepalingen voor bouw materieel en bouw machines;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van torenkranen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 betreffende gemeenschappelijke bepalingen voor bouw materieel en bouw machines;

Gelet op het arrest nr. 29.694 van 25 maart 1988 van de Raad van State, afdeling administratie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit heeft betrekking op het toelaatbare geluidsvermogensniveau van het naar de omgeving uitgestraalde luchtgeluid en op het toelaatbare geluidsdrumniveau van het uitgestraalde luchtgeluid op de bedieningsplaats van toerenkranen welke dienen voor civieltechnische en bouwwerkzaamheden.

In afwijking van artikel 1, lid 3, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 betreffende de gemeenschappelijke bepalingen van bouwmaterieel en bouwmachines, hierna genoemd « kaderbesluit », dient het onderhavige besluit in de zin van artikel 3 van dit kaderbesluit te worden beschouwd als een bijzonder besluit van de Executieve.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt onder « toerenkranen » verstaan een heftoestel met eigen beweegkracht (motorische aandrijving) dat :

- in bedrijfsklare toestand bestaat uit een verticale toren met bovenaan een giek;
- beschikt over voorzieningen voor het heffen en neerlaten van opgehangen lasten en over een inrichting voor de horizontale verplaatsing van die lasten door verandering van de vlucht van de geheven lasten en/of door zwenking en/of door verplaatsing van het hele toestel;
- naar elders kan worden overgebracht wanneer het werk waarvoor het is geïnstalleerd, voltooid is.

Art. 3. De erkende instanties verlenen de verklaring van EEG-typeonderzoek :

— voor elk type torenkraan waarvan het geluidsvermogensniveau van het luchtgeluid, gemeten onder de omstandigheden beschreven in bijlage I van het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouwmachines en bouwmaterieel wordt uitgestraald, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van toerenkranen, de in de hierna volgende tabel aangegeven geluidsvermogensniveau niet overschrijdt :

	Toelaatbare geluidsvermogensniveau in dB(A)/1 pW vanaf	
	de inwerkingtreding van dit besluit	25 september 1989
Hefmechanisme Energiegenerator	102	100
Samenstel van hefmechanisme en energiegenerator	Waarden bepaald in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 betreffende het geluidsvermogensniveau van energieaggregaten naar gelang van het vermogen van de generators Hoogste waarden van de twee bestanddelen	

— voor elk type torenkraan uitgerust met een bedieningsplaats die een integraal deel uitmaakt van de torenkraan, waarvan het A-gewogen geluidsdrumniveau in db van het luchtgeluid, gemeten op de bedieningsplaats onder de omstandigheden beschreven in bijlage II van het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouwterreinmachines en bouwmaterieel wordt uitgestraald, aangevuld met bijlage I van dit besluit, het toelaatbare niveau aangegeven in de hierna volgende tabel, niet overschrijdt :

Toelaatbaar A-gewogen geluidsniveau in db/20µPa op de bedieningsplaats vanaf	
de inwerkingtreding van dit besluit	25 september 1989
85	80

Elke aanvraag om verklaring van EEG-typeonderzoek met betrekking tot het toelaatbare geluidsvermogensniveau van een type torenkraan moet vergezeld gaan van een inlichtingenformulier waarvan het model in bijlage II is opgenomen.

Voor elk type torenkraan waarvoor de erkende instantie een verklaring afgeeft, vult zij alle rubrieken in van de verklaring van EEG-typeonderzoek waarvan het model in bijlage III van het kaderbesluit is opgenomen.

De geldigheidsduur van de verklaringen van EEG-typeonderzoek is beperkt tot vijf jaar. Hij kan met vijf jaar worden verlengd indien daartoe tijdens de twaalf maanden een verzoek is ingediend.

De voor 25 september 1989 afgegeven verklaringen van EEG-typeonderzoek verliezen echter op die datum hun geldigheid, tenzij zij zijn afgegeven voor toerenkranen die aan het op die datum in werking tredende maximumniveau voldoen.

In afwijking van artikel 18, tweede lid van het kaderbesluit gelden voor een machine voorzien van een certificaat van overeenstemming dat is opgesteld op grond van een verklaring van EEG-typeonderzoek betreffende de waarden van de eerste periode, de voordelen van dat artikel niet meer te rekenen van 26 maart 1990, de geldigheidsduur moet op de betrokken certificaten van overeenstemming zijn aangegeven.

Voor elke torenkraan die is gebouwd in overeenstemming met het type waarvoor een verklaring van EEG-typeonderzoek is afgegeven, worden op het certificaat van overeenstemming, waarvan het model in bijlage IV van het kaderbesluit is opgenomen, de kolommen betreffende de verklaring van EEG-typeonderzoek ingevuld door de fabrikant.

Op elke torenkraan die is gebouwd in overeenstemming met het type waarvoor een verklaring van EEG-typeonderzoek is afgegeven, moet op duidelijk zichtbare en duurzame wijze een vermelding wordt aangebracht waarmede wordt aangegeven het geluidsvermogensniveau in db (A) ref. 1 pW, en voor wat betreft een type torenkraan met een bedieningsplaats die een integraal deel uitmaakt van de torenkraan, het geluidsvermogensniveau in db (B) ref. 20 μ Pa die door de fabrikant worden gegarandeerd en die zijn bepaald overeenkomstig de bijlagen I en II van het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouwterreinmachines en bouw materieel wordt uitgestraald, overeenkomstig bijlage I van het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van torenkraan en bijlage I van dit besluit. De vermelding draagt het merkteken ϵ (epsilon). Het model van die vermelding is opgenomen in bijlage III van dit besluit.

Art. 4. De controle op de overeenstemming van de produkten met het onderzochte type, als bedoeld in artikel 12 van het kaderbesluit, geschiedt door middel van steekproeven.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Bijlage I

METHODE VOOR METING VAN HET LUCHTGELUID OP DE BEDIENINGSPLAATS VAN TORENKRANEN

Deze meetmethode is van toepassing op torenkransen met een bedieningsplaats die een integraal deel uitmaakt van de torenkraan.

Deze technische procedures komen overeen met de voorschriften gegeven in bijlage II van het koninklijk besluit van 16 juni 1982 tot vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het gebied dat door bouw-machines en bouw materieel wordt uitgestraald in bijlage II en de bepalingen van die bijlage zijn met de volgende wijzigingen en toevoegingen van toepassing op torenkransen :

6. Bedieningspersoneel

Op de bedieningsplaats niet voorzien is van een zitplaats, worden de metingen verricht met het bedieningspersoneel in staande houding.

6.2.1. Bedieningspersoneel in staande houding

Indien de bedieningsplaats niet voorzien is van een zitplaats, worden de metingen verricht met het bedieningspersoneel in staande houding.

6.2.2. Bedieningspersoneel in zittende houding

Indien de bedieningsplaats voorzien is van een zitplaats worden de metingen verricht met bedieningspersoneel in zittende houding.

NB :

De zittende of staande houding van het bedieningspersoneel moet in het beproevingsrapport worden vermeld.

7.1. Algemeen

De plaatsing van de microfoon is zoals beschreven onder punt. 7.3.

9. Algemeen

De plaatsings- en bedrijfsomstandigheden van de torenkraan zijn zoals beschreven onder punt 6.2. van bijlage I. Bij torenkransen met het hefmechanisme op het achterste gedeelte van de giek moeten de metingen in deze configuratie plaatsvinden.

9.2. Werking van met verstelbare voorzieningen uitgeruste torenkraan (bij voorbeeld met openslaande vensters)

Er dient geen rekening te worden gehouden met verstelbare voorzieningen, als bedoeld in punt 9.2.1, met uitzondering van die welke zijn vermeld onder punt 9.2.2.

10.2.2. Met gebruikmaking van de A-gewogen geluidsdrumniveaus LpA. Dit punt wordt buiten beschouwing gelaten.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Bijlage II

**FORMULIER VOOR DE INLICHTINGEN DIE OVER EEN TYPE TORENKRAAN MOETEN WORDEN
VERSCHAFT MET HET OOG OP HET EEG-TYPEONDERZOEK**

1. Algemene gegevens.
 - 1.1. Naam en adres van de fabrikant.....
 - 1.2. Naam en adres van de eventuele gemachtigde van de fabrikant
 - 1.3. Merk (firmanaam)
 - 1.4. Handelsbenaming (met vermelding van eventuele typevariante)
 - 1.5. Type
 - 1.6. Soort
 - 1.7. Plaats en wijze van aanbrenging van de voorgeschreven platen en opschriften.....
2. Werking
3. Gebruiksaanwijzing
4. De commerciële beschrijving bijvoegen indien zij bestaat.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's,

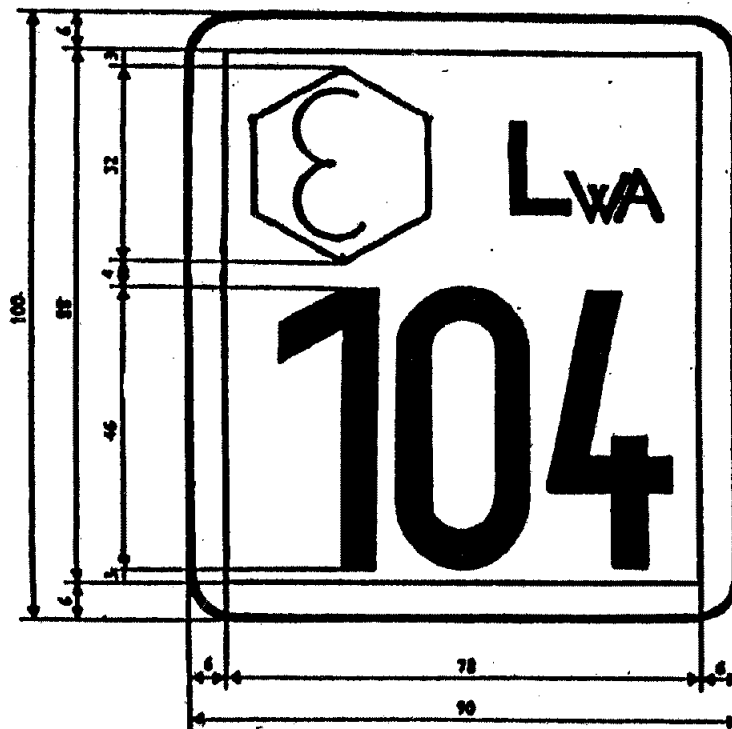
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lanbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

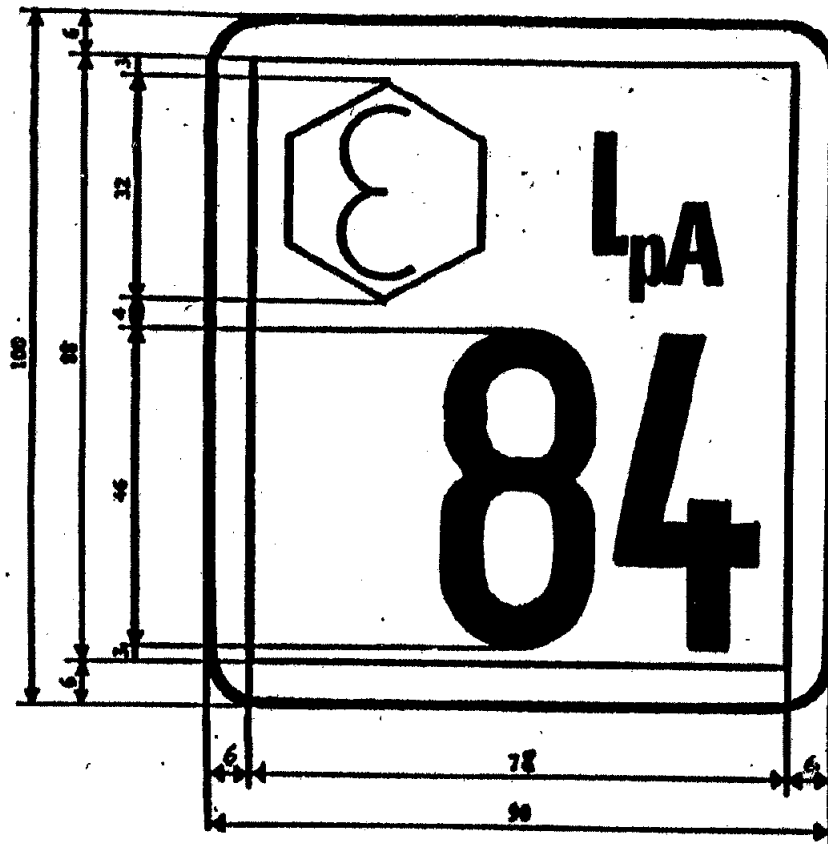
G. LUTGEN

Bijlage III

MODEL VOOR DE VERMELDING WAARMEE HET GELUIDSVERMOGENSNIVEAU WORDT AANGEGEVEN



MODELLEN VOOR DE VERMELDING VAN HET DOOR DE FABRIKANT GEGARANDEERDE
GELUIDSVERMOGENS- EN GELUIDSDRUKNIVEAU OP DE BEDIENINGSPLAATS



Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Personeel. — Inruststelling

Bij koninklijk besluit van 4 december 1989 wordt aan de heer Verbist, Luciaan E., inspecteur bij de Economische Algemene Inspectie, met ingang van 1 november 1990, eervol ontslag uit zijn functies verleend en wordt hij gerechtigd aanspraak te maken op een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist.

De heer Verbist wordt ertoe gemachtigd de titel van zijn graad eershalvs te voeren.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 4 décembre 1989 démission honorable de ses fonctions avec faculté de faire valoir ses droits à une pension à charge du Trésor Public est accordée, à la date du 1er novembre 1990 à M. Verbist, Luciaan E., inspecteur à l'Inspection Générale Economique.

M. Verbist est autorisé à porter le titre honorifique de son grade.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Personeel. — Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 25 januari 1990, wordt eervol ontslag verleend met ingang van 1 november 1990, aan de heer Hagendorens, Albert A., bestuurssecretaris.

Het is betrokkene vergund zijn pensioenaanspraken te doen gelden en hij wordt ertoe gemachtigd de ertitel van zijn ambt te voeren.

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Personnel. — Démission honorable

Par arrêté royal du 25 janvier 1990, démission honorable de ses fonctions est accordée à partir du 1er novembre 1990 à M. Hagendorens, Albert A., secrétaire d'administration.

L'intéressé est autorisé à faire valoir ses droits à la pension et à porter le titre honorifique de ses fonctions.